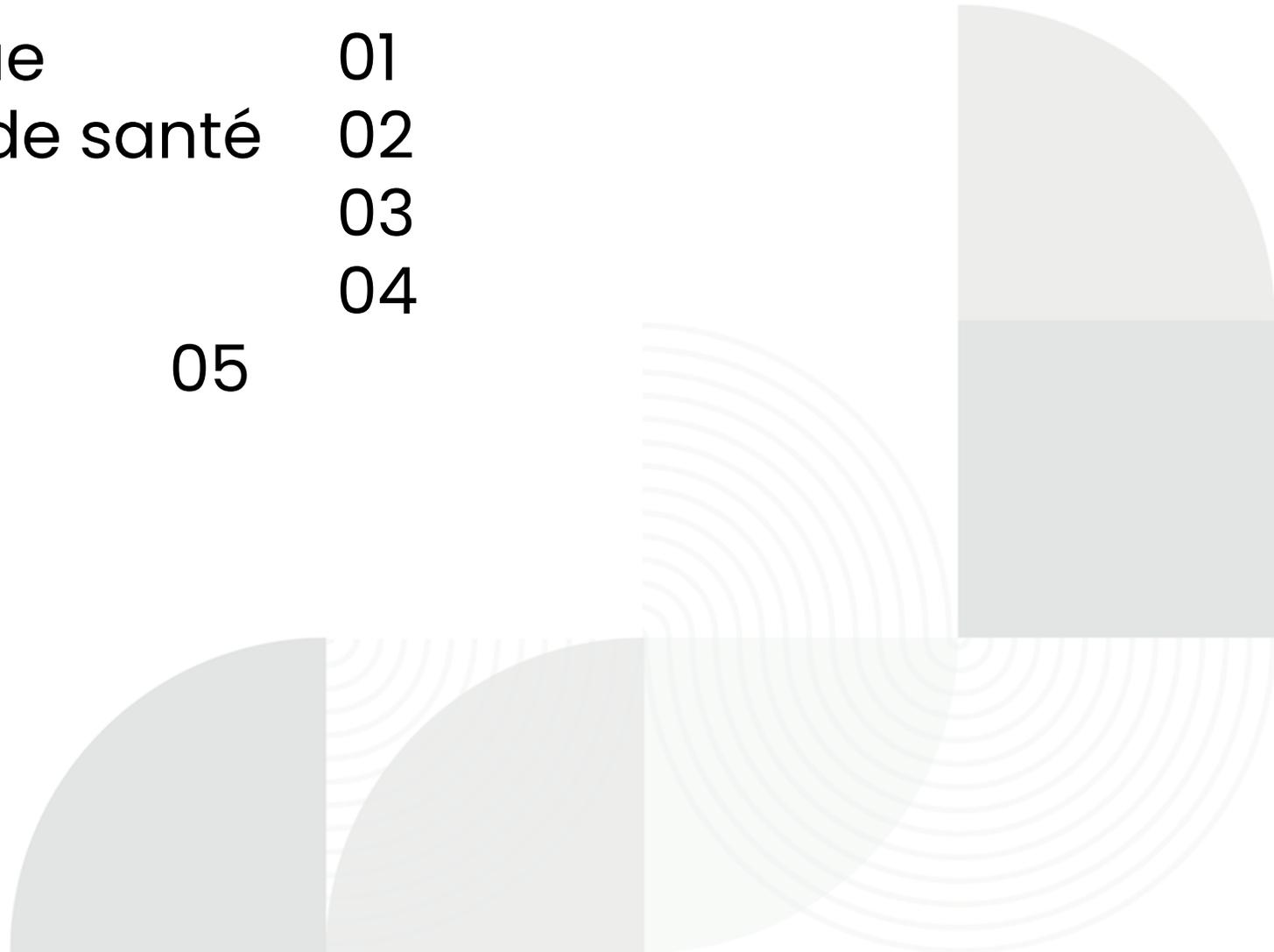


RÉORIENTATION DES PRIORITÉS DE FINANCEMENT DE LA SANTÉ LIÉES À LA COVID-19

Mars 2021

Contenu

Impact macroéconomique	01
Impact sur les dépenses de santé	02
Choix politiques	03
Soutien nécessaire	04
Conclusion	05

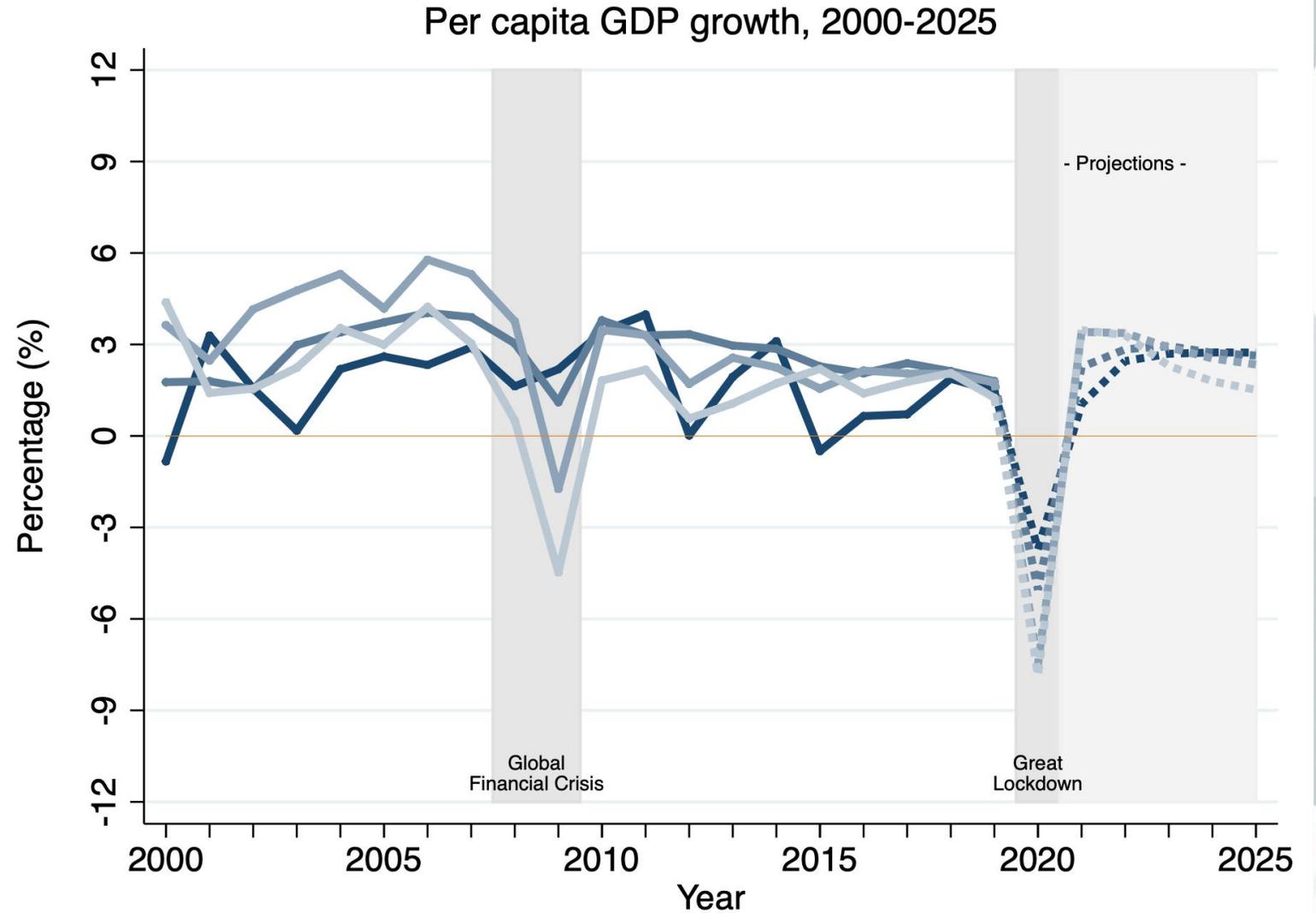


L'impact macroéconomique

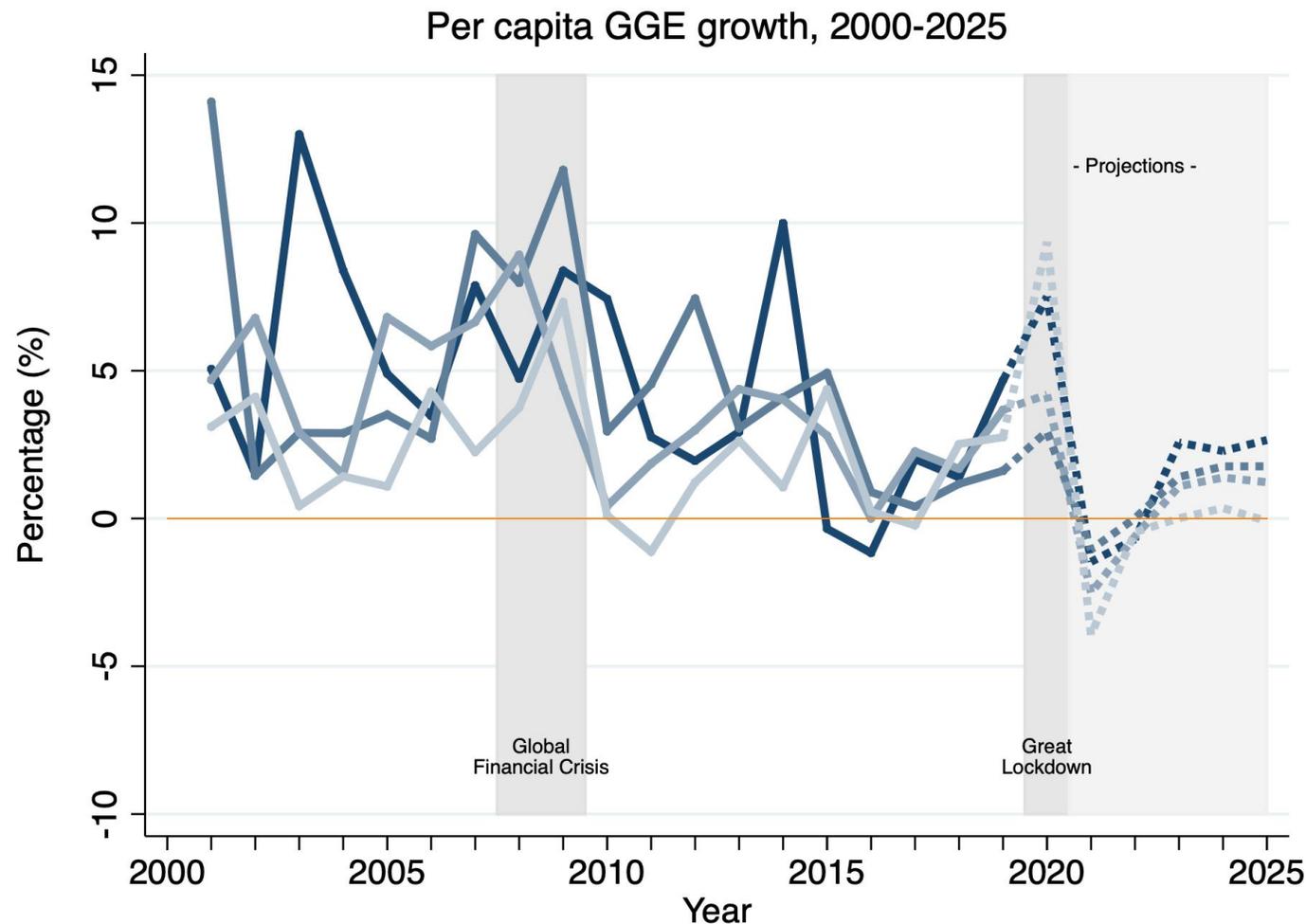
La COVID-19 frappe à deux niveaux

- Tous les pays sont concernés
- L'impact économique du choc sanitaire a entraîné un besoin immédiat d'augmentation des dépenses

La COVID-19 a entraîné une profonde récession mondiale en 2020



Les gouvernements ont augmenté les dépenses en 2020, mais les niveaux devraient fortement chuter en 2021



L'impact sur les dépenses de santé



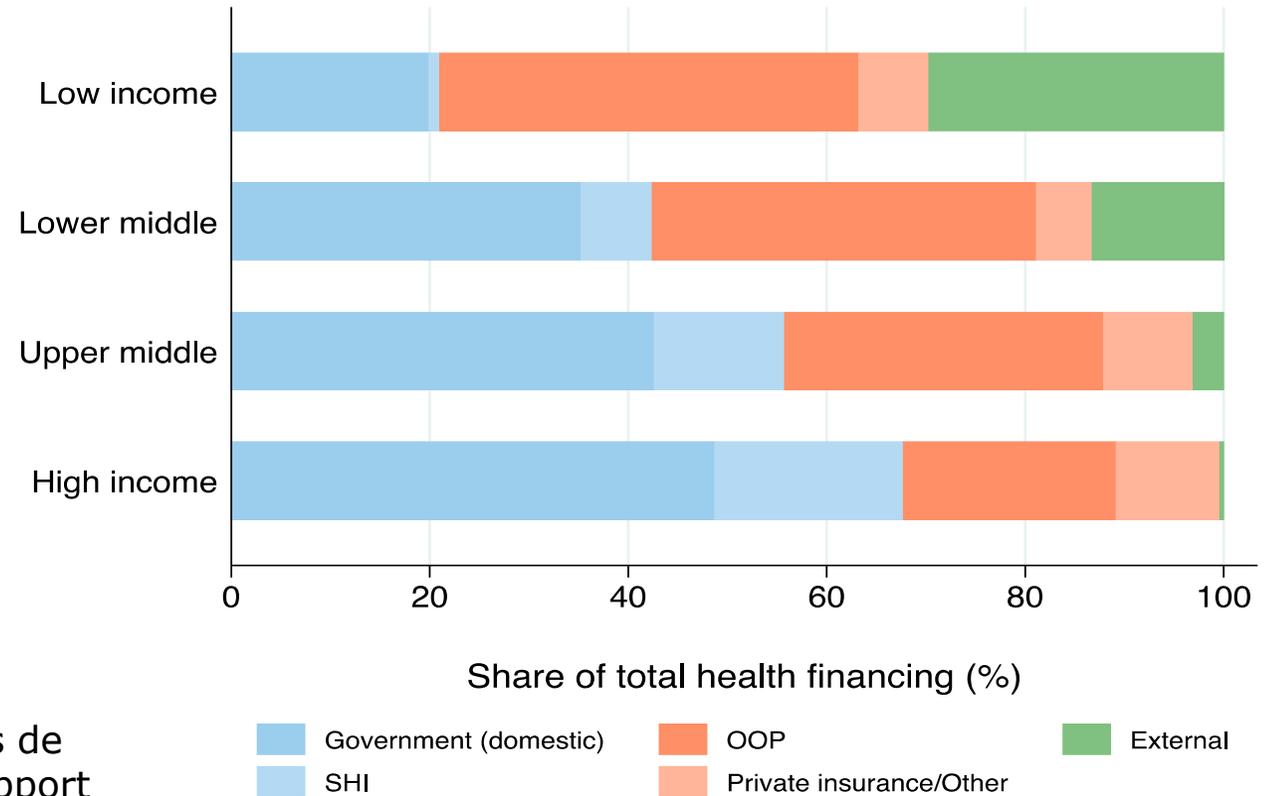
Baisse des dépenses de santé de la part des gouvernements et des ménages du fait de la crise économique

1,30

Élasticité des dépenses de santé publiques par rapport aux revenus

0,88

Élasticité des paiements directs des ménages par rapport à leurs revenus



Quatre scénarios d'engagement des gouvernements en matière de dépenses de santé

1

Procyclique

Les décisions des gouvernements à propos des dépenses de santé par habitant suivent le même schéma procyclique qu'observé précédemment.

2

Statu quo

Les gouvernements choisissent de maintenir la part de leurs dépenses de santé au même niveau qu'avant la pandémie.

3

Dépenses en faveur de la santé

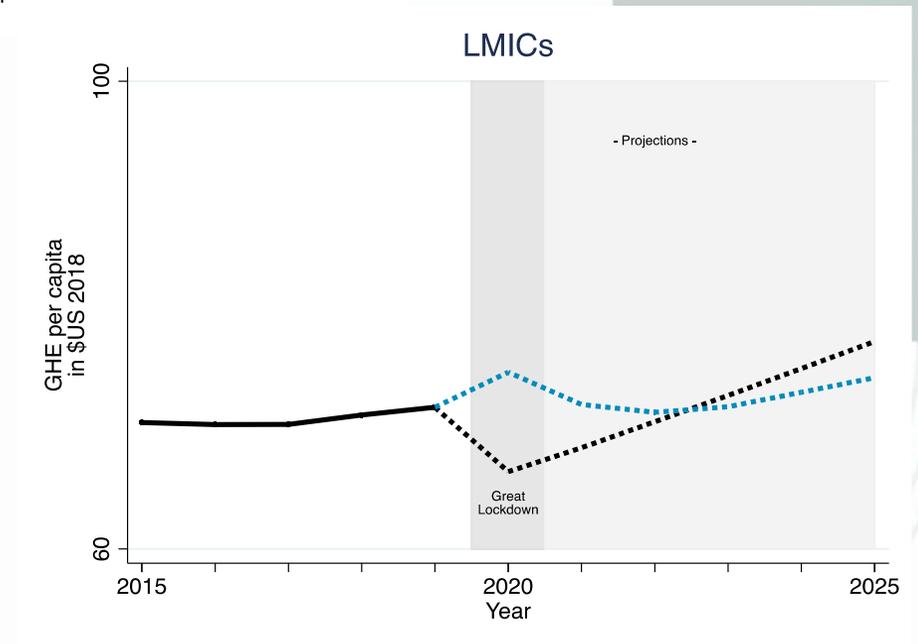
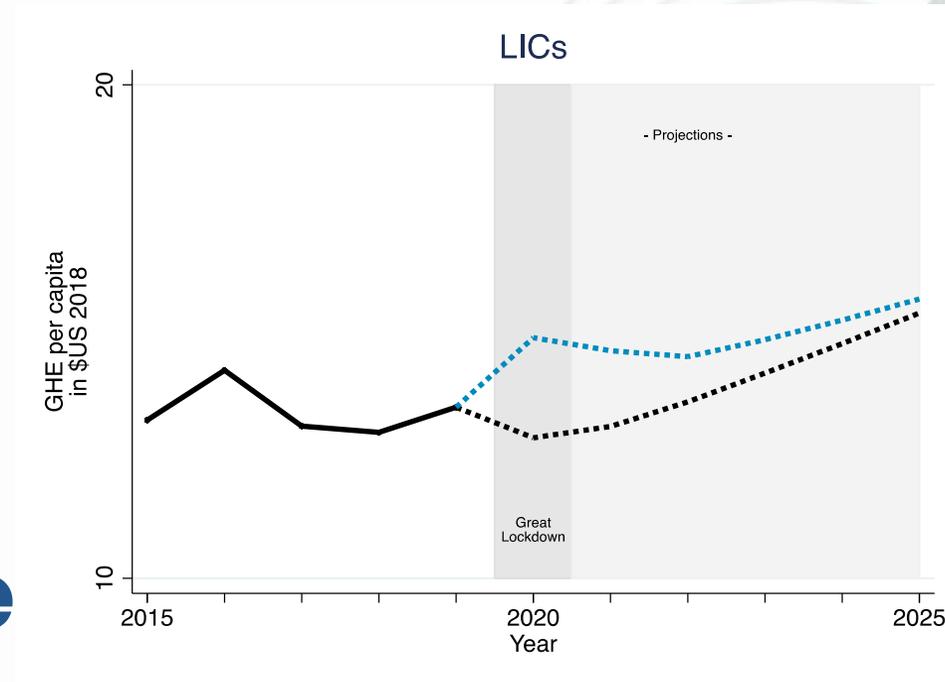
Les gouvernements conservent les tendances pré-pandémiques de croissance des dépenses de santé par habitant.

4

Dépenses de santé ambitieuses

Les gouvernements augmentent les dépenses au taux de croissance pré-pandémique, compensant ainsi également la baisse des paiements directs des ménages.

Les PFR devraient atteindre plus rapidement les niveaux pré-pandémiques des dépenses de santé publique.

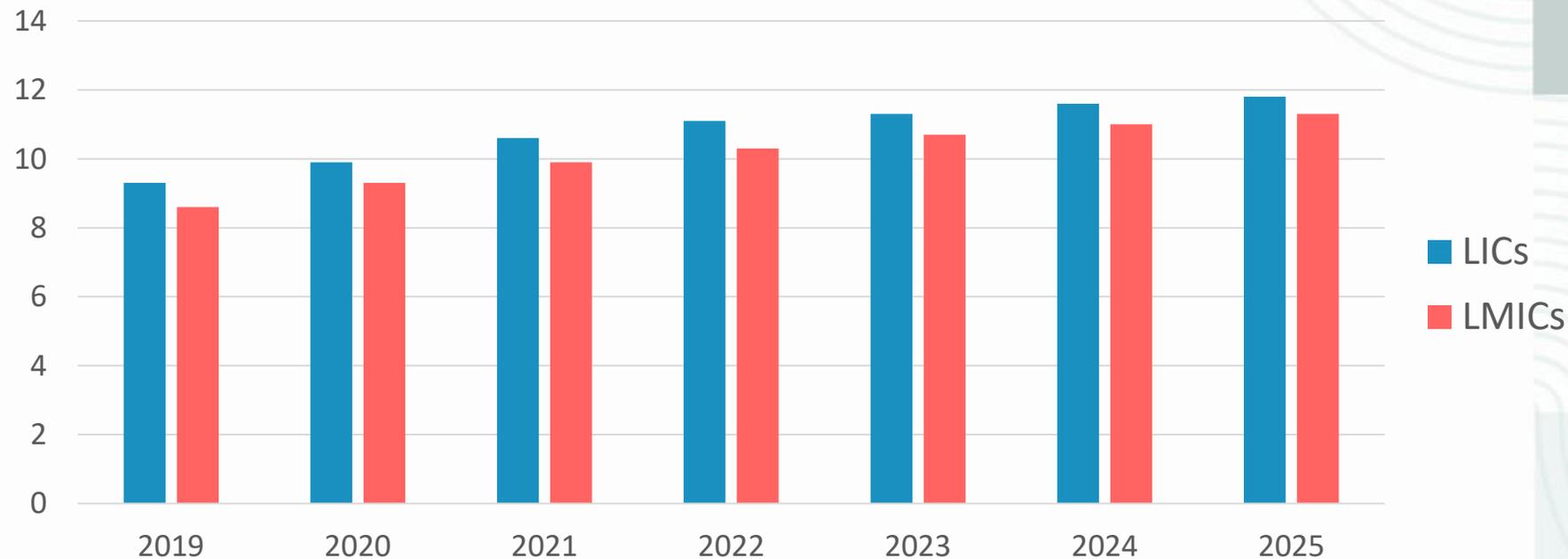


Si la santé ne bénéficie pas d'une plus grande priorité, l'aide au développement de la santé risque de diminuer.

Ajouté à la baisse des paiements directs des ménages, cela risque de réduire les ressources pour les services de santé essentiels pendant plus longtemps.

L'aide au développement a stagné après la crise financière de 2008-2009. Le choc économique ayant surtout frappé les pays à revenu élevé, le FMI estime que l'aide au développement diminuera tous les ans jusqu'en 2025.

La proportion affectée à la santé dans les dépenses publiques doit augmenter afin de protéger la croissance tendancielle des dépenses publiques et compenser les paiements directs des ménages.



La proportion affectée à la santé dans les dépenses publiques pour protéger la croissance tendancielle des dépenses publiques par habitant et compenser la baisse des paiements directs des ménages (scénario 4), 2019–2025.

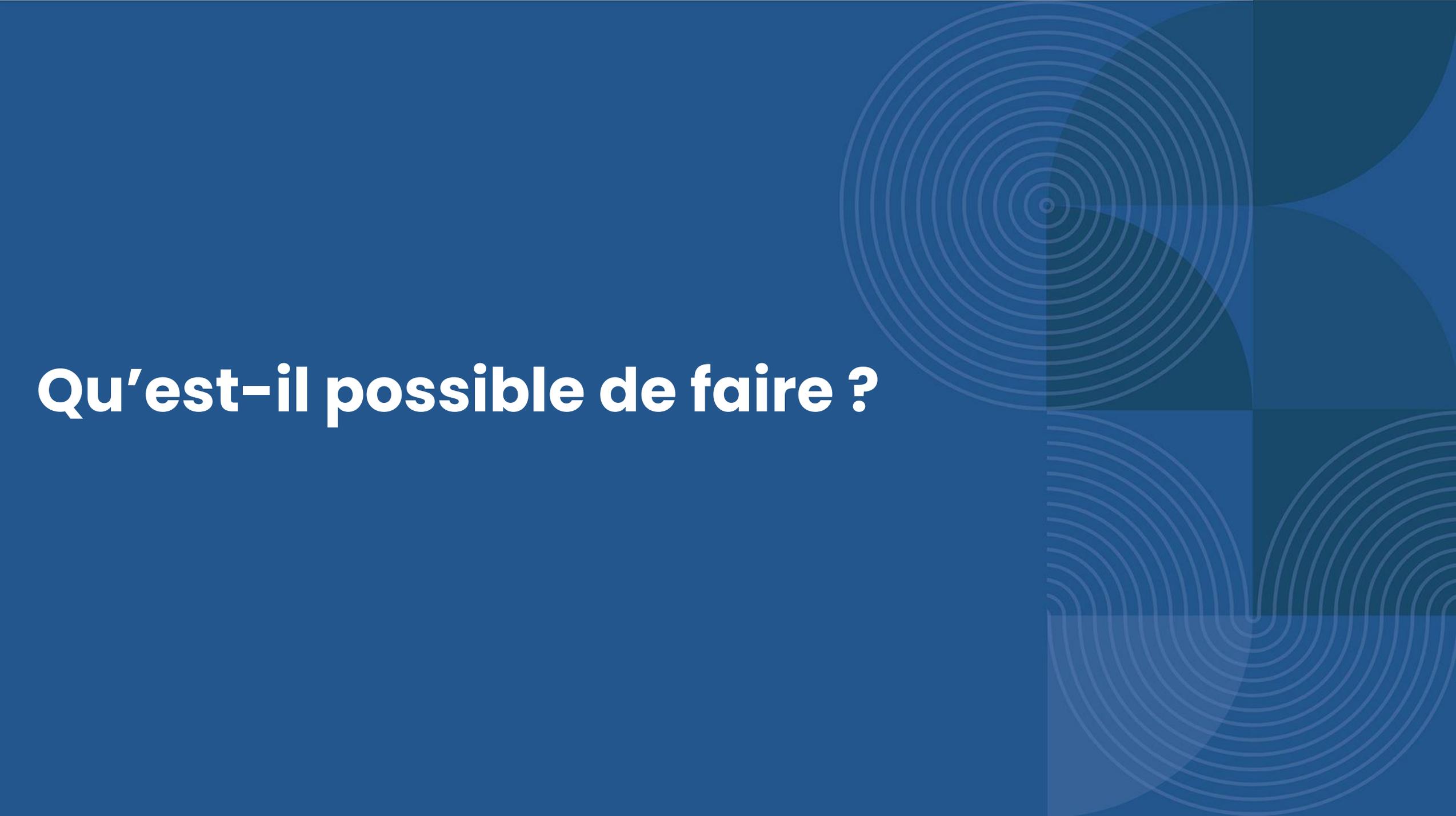
Choix politiques

- Les pays ont le choix, même en temps de contradictions économiques.

Choix de politiques pour soutenir les dépenses de santé publique

Réformes du secteur de la santé	Assurance maladie sociale	Financements extérieurs	Mobilisation des ressources nationales
<p>↑ les dépenses liées aux réformes de la CSU : élargissement des ouvertures de droit et renforcement de la protection financière pour les populations vulnérables</p> <p>Réduire les politiques de GFP et de FS d'urgence qui limitent l'efficacité sur le long terme</p> <p>Résoudre les problèmes d'efficacité persistants</p> <p>Garantir la capacité d'absorption du budget</p>	<p>S'appuyer sur les réserves, limiter les conditions des réserves</p> <p>Augmenter les taux de contribution</p> <p>Réhausser ou éliminer les plafonds de contribution</p> <p>Élargir les contributions à toutes les formes de recettes/revenus</p> <p>Améliorer la collecte des contributions</p>	<p>↑ APD</p> <p>↑ la part des financements extérieurs affectée à la santé, et notamment d'espaces fiscaux supplémentaires générés grâce à l'allègement de la dette</p> <p>Améliorer l'efficacité de l'ADS</p> <p>Assurer la priorité des SSP</p>	<p>Introduire et/ou augmenter les taux des taxes en soutien à la santé</p> <p>Réduire les prélèvements et les taxes sur les biens et services médicaux</p> <p>Supprimer ou réduire les exemptions fiscales sur les assurances maladies privées et les paiements directs des ménages</p>

Qu'est-il possible de faire ?

The background features a dark blue field with abstract geometric patterns. On the right side, there are overlapping squares in various shades of blue. Superimposed on these are several sets of concentric circles, some centered within the squares and others partially cut off by the edges. The circles vary in size and opacity, creating a layered, architectural feel.

Outils pour stimuler les budgets

- **Examens des dépenses**
 - Élaborer des plans d'économie basés sur des données probantes
 - Protéger les lignes budgétaires importantes à l'aide de planchers de dépenses
- **Analyse micro-fiscale**
 - Exercices de simulation pour évaluer l'impact de politiques fiscales et autres sur la croissance économique
- **Affectation des fonds**
 - Identifier les programmes hautement prioritaires et y affecter des fonds
- **Assurance maladie sociale**
- **Impôts en faveur de la santé**
- **Politiques fiscales supplémentaires**
- **Financements externes**
 - Supprimer les taxes sur les fournitures médicales
 - Éviter que l'augmentation des financements grâce à l'initiative ACT-A ne se fasse au détriment des investissements dans le renforcement des systèmes de santé
- **Allègement de la dette**
 - Mieux faire comprendre aux fonctionnaires de santé les modalités de gestion et de gouvernance des accords d'allègement de la dette
- **Gains en efficacité**
 - Partenariats public-privé, transferts de tâches, déploiement accéléré de la télémédecine, extension des programmes de transferts monétaires conditionnés
 - Ajustements des règles de GFP pour libérer des fonds et transférer davantage de ressources et de pouvoir sur les décisions de dépense aux premières lignes du système

Le partenariat du GFF est bien positionné pour apporter une assistance technique et des ressources pour protéger les dépenses de santé essentielles

- DRUM pour une assistance technique à la stimulation des budgets
 - collaboration avec l’OMS sur la CRSD-ANS et la matrice politique pour le suivi des budgets et l’identification des coupes stratégiques
- Actions de plaidoyer conjointes avec l’OMS, le FM, Gavi et la CSU2030
- Accélérateur du financement durable de la santé pour soutenir l’efficacité du programme
- Subventions aux SSP pour veiller à poursuivre le renforcement des systèmes de santé
- Meilleure collaboration avec la protection sociale pour s’attaquer aux obstacles du côté de la demande
- Suivi de l’utilisation des services essentiels et des dépenses qui y sont consacrées, ainsi que des obstacles financiers

Les pays subissent un choc sans précédent. Les dépenses à destination des populations vulnérables devraient rester une priorité.

- Les pays doivent stimuler leurs budgets de santé pour permettre une reprise robuste.
- L'équité doit rester centrale et prioritaire au moment de réaliser des coupes budgétaires.
- Des outils de soutien existent – le GFF est bien positionné pour aider à leur mise en œuvre.
- La communauté internationale a la responsabilité de poursuivre sur la voie de la croissance de l'aide extérieure.

Membres du Groupe des investisseurs du GFF



BILL & MELINDA
GATES foundation



Canada



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
Danida



Supported by the



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



WORLD BANK GROUP



World Health
Organization





MÉCANISME DE FINANCEMENT MONDIAL

www.globalfinancingfacility.org/fr |  gffsecretariat@worldbank.org |  [@thegff](https://twitter.com/thegff)